

## CONSULTATIONS INFORMELLES DE LA CNUDD: MARDI 19 JUIN 2012

Au cours d'une séance plénière des consultations informelles pré-conférence, les délégués ont approuvé ad referendum le document final.

### LA PLÉNIÈRE

Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Antonio de Aguiar Patriota, a ouvert la séance plénière tenue à la mi-journée, informant les délégués qui attendaient, qu'il estimait qu'ils étaient en mesure d'adopter le texte qui doit être présenté officiellement à la CNUDD (Rio +20) pour adoption. Il a fait observer que bien que n'étant pas idéal, le texte représentait "l'équilibre" réalisable à ce stade.

Le G-77/CHINE a remercié le pays hôte, soulignant que le document accepté ad referendum constituait le "résultat optimal possible." Il a encouragé les délégués à adopter le document "sans préjuger du droit de toutes les délégations d'exprimer leur vision de l'avenir que nous voulons".

La CHINE a apporté son appui à la déclaration et a exprimé sa gratitude au Brésil en tant que hôte, ainsi que son appréciation quant à la souplesse manifestée par les délégués. Le délégué a, toutefois, fait état de préoccupations au sujet des mesures commerciales et du transfert de technologie. Il a précisé que la renégociation n'est pas recommandée et a encouragé les délégués à être à la fois proactifs et constructifs et "d'insuffler une nouvelle vie à l'agenda du développement durable."

La BOLIVIE a remercié le Brésil pour ses efforts visant à jeter des passerelles. Le délégué a souligné l'importance de reconnaître la "Terre mère", les droits de la nature et les différents modèles de développement afin d'éviter de devenir prisonniers du modèle mono-culturel baptisé "l'économie verte". Le délégué a mis en relief: la Déclaration des droits des peuples autochtones; la promotion de la participation de la société civile dans le processus de développement; les ODD et le transfert de technologie et de la finance. Il a signalé que les MMCE constituaient "l'un des principaux problèmes" posés dans le texte, affirmant que les responsabilités des pays en développement sont en augmentation, mais que les réponses des pays industrialisés sont en diminution.

La République du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a exprimé sa gratitude au Brésil pour avoir amené les délégués à un consensus, et a parlé de la possibilité de sortir du processus avec une déclaration politique forte des chefs d'Etat et de gouvernement. Le délégué a apporté son appui aux observations émises par le G-77/CHINE, ajoutant que l'Afrique restait préoccupée par l'alinéa 88 qui porte sur la question du renforcement du PNUE. Il a appelé les pays à plutôt "décider"

de renforcer et d'améliorer le PNUE, qu'à "inviter l'AGNU à prendre certaines mesures, soulignant que la conférence de Rio est un forum des décideurs. S'agissant du CIDD, il a apporté son appui aux résultats obtenus, signalant que "l'enfant n'a pas reçu de nom". Il a appelé à une Organisation des Nations Unies pour l'environnement, faisant état du rôle de l'AGNU dans les consultations futures. Le KENYA félicité le Brésil pour son rôle et a souligné la nécessité de MMCE pour s'assurer que les visées de la conférence pourront être concrétisées. Il a souhaité un renforcement du texte consacré au pilier environnemental du développement durable, soulignant que la forte présence des chefs d'Etat des pays membres à Rio fait de ce forum, un forum puissant pour la prise de grandes décisions d'ordre mondial.

Le CANADA a exprimé sa satisfaction du leadership du Brésil, évoquant les défis de la négociation où les opinions variaient considérablement. L'orateur a encouragé les délégués à considérer le document dans son ensemble ainsi que dans ses composantes. Il a parlé d'un "résultat global équilibré" et a apporté son soutien au texte.

L'ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES (AOSIS) a souligné l'importance particulière de la CNUED pour la reconnaissance de la vulnérabilité des petites îles, et a déclaré que le vrai travail consiste en la mise en application des engagements et des accords. CUBA a exprimé sa déception au sujet des MMCE et de la dilution des responsabilités des pays industrialisés. Le délégué des Etats-Unis a exprimé sa déception devant l'absence d'une référence aux droits génésiques et devant l'absence de thèmes prioritaires pour les ODD. Il a souligné que la position américaine concernant le PNUE présuppose que ce qui se trouve dans le document est ce qui a été convenu, et ce qui s'y trouve ne comporte pas de référence à une institution spécialisée ou à un changement d'appellation donnant Organisation des Nations Unies pour l'environnement. Il a précisé qu'il n'y a pas eu d'accord sur la réouverture de cette question dans les prochains jours.

La représentante de l'UE a déclaré qu'elle avait œuvré pour parvenir à un accord sur un résultat ambitieux, aux fins de garantir la prise de décisions concrètes, tournées vers l'action et donnant une orientation claire. Elle a précisé que le document aurait pu être meilleur à plus d'un titre, en englobant, par exemple, une référence à une Organisation des Nations Unies pour l'environnement.

Le VENEZUELA déclaré que le Brésil a montré au monde un leadership respectueux et a incarné l'esprit du multilatéralisme, ce qui suscite un certain niveau d'inconfort chez tout le monde. La représentante a précisé qu'elle aurait préféré voir une plus grande ambition être conférée aux thèmes de l'énergie, des océans et du processus des ODD, et de la part des pays industrialisés, davantage d'ambition pour les MMCE. Elle a



indiqué que le texte jetait les bases d'un avenir collectif, avec la conclusion d'un accord sur une approche d'économie verte qui est loin d'être ce que certains avaient cherché à imposer. Elle a affirmé que les pays en développement se sont réappropriés le concept et que ce dernier appartient désormais à tous. La TURQUIE a indiqué que la référence à la CNUDM ne devait pas être interprétée comme un changement de la position nationale de son pays, et a demandé que cela soit enregistré. Au sujet du paragraphe portant sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, il a précisé que, compte tenu de la portée des différentes interprétations, la mise en œuvre devait être conçue au niveau national.

L'EGYPTE a félicité le processus transparent et inclusif et, au nom du GROUPE ARABE, a déclaré que le Groupe se joignait au consensus international. Le délégué a souligné que le résultat réaffirmait l'équité et les responsabilités communes mais différenciées comme autant de principes fondamentaux, que le chapitre des MMCE aurait pu être meilleur, mais qu'il a le potentiel de donner ce que le Groupe souhaite. Il a affirmé que l'équilibre délicat réalisé dans le document a préservé le multilatéralisme à un moment délicat, et que tout le monde devrait s'y tenir et aller de l'avant.

L'ARGENTINE a remercié le Brésil et a fait part de son appréciation des résultats de la Conférence. Le JAPON a déclaré que, dans un esprit de compromis, son pays pouvait accepter le document et qu'il est prêt à lui donner suite par des actions concrètes, notamment dans le cadre de l'ODM sur l'éradication de la pauvreté.

La NORVEGE a apporté son appui aux Etats-Unis à propos des droits en matière de reproduction qui, selon le délégué, sont cruciaux pour la parité et pour le développement durable. Il a apporté son soutien à l'ambition de l'Afrique concernant la création d'une Organisation des Nations Unies pour l'environnement dans les années à venir, et a déclaré que son pays travaillera à l'intégration des voix des Jeunes de façon plus forte. Il a souligné que l'exacerbation des inégalités, depuis la dernière réunion de Rio, a conduit à la méfiance. Le MEXIQUE a déclaré, qu'à Rio +20, la dimension sociale est intégrée dans le développement durable, ce qui est un accomplissement de taille.

Le délégué des EMIRATS ARABES UNIS a remercié le Brésil pour avoir amené les pays à un résultat équilibré, et s'est félicité de la reconnaissance de l'énergie durable en fonction des circonstances nationales et du lancement d'ODD. Le CHILI a exprimé sa profonde gratitude au Brésil pour le leadership dont il a fait montre et pour le document équilibré auquel a abouti la réunion.

Le secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, a déclaré qu'il était heureux de se joindre au gouvernement du pays hôte pour annoncer que les négociations ont abouti à une conclusion réussie, avec un texte qui sera adopté formellement dans le respect des droits souverains de chaque pays. Il a mis en exergue la manière inclusive avec laquelle le Brésil a conduit les consultations, et évoqué, entre autres éléments: l'accord conclu sur un processus visant à établir des ODD; l'économie verte; l'instance de haut niveau chargée de veiller au suivi du développement durable; les éléments permettant d'améliorer l'engagement du secteur privé, qui est invité à faire en sorte que la communication des données relatives à la durabilité soit partie intégrante de leur responsabilité; le démarrage d'un processus allant au-delà du PIB, pour mesurer la prospérité et le bien-être; la mise en place d'un mécanisme garantissant l'accent sur les MMCE; la réaffirmation de tous les principes issus de Rio de 1992 et, notamment, celui des responsabilités communes mais différenciées, et des droits humains; l'adoption du Cadre décennal pour la programmation du passage à des modes de CPD; les avancées sectorielles dans le domaine de l'énergie et des océans; le registre des engagements volontaires; et, l'accent placé sur le rôle des OSC et des grands groupes sociaux. Il a remercié le pays hôte, la ville de Rio de Janeiro, les OSC, le Bureau et les coprésidents du PrepCom et le Secrétariat.

Le NIGERIA a remercié le Brésil pour avoir restauré la foi dans les négociations multilatérales et pour avoir fait éviter aux ministres entrants de longues négociations. Le délégué a affirmé que le résultat obtenu représentait ce que la communauté internationale pouvait atteindre aujourd'hui, et a souligné que "étape par étape on arrive à construire tout ce qu'on veut", rappelant qu'il a fallu 10 ans pour que le FEM soit désigné comme mécanisme de financement de la CNUDD. Il a précisé que le document ne doit pas être rouvert et que le mécanisme retenu pour l'examen de la question des MMCE dans le futur est un bon résultat. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que les fondations du développement durable avaient été jetées ici à Rio et qu'ici aussi sa préservation est en train d'être assurée.

Le Ministre Patriota a déclaré que la pré-consultation de Rio +20 a ainsi été achevée et que le président du Brésil a été informé des résultats acceptés par tout le monde. Il a exprimé ses remerciements aux coprésidents du PrepCom, au Secrétariat, au secrétaire général de la CNUDD et au directeur de la Division du développement durable, et a affirmé que les délégués ont rempli leur tâche en préparant le travail des dirigeants qui viendront tenir un sommet réussi. Il a précisé que l'intégration a été un élément important du processus et a signalé que 500 réunions officielles et 3000 manifestations parallèles non officielles touchant à la CNUDD se déroulaient à Rio.

### **DANS LES COULOIRS**

Un sentiment de soulagement palpable a rempli les couloirs mardi après-midi, à la sortie des délégués de la salle plénière où ils venaient d'accepter ad referendum l'adoption d'un document de 49 pages, qui sera présenté aux ministres et chefs d'Etat et de gouvernement lors la Conférence Rio +20. Alors que les modérateurs du pays hôte baignaient dans une louange quasi universelle pour leurs efforts héroïques – qui ont abouti à l'adoption d'un texte dont, quelques jours auparavant, seulement une petite partie de son contenu était acceptée – le soulagement, pour bon nombre de participants, était teinté de déception. Plusieurs délégués ont fait observer que ce document final représentait le meilleur équilibre possible de ce qui pouvait être obtenu, mais bien des questions, on a estimé que Rio +20 risquait fort d'être une occasion manquée pour "L'avenir que nous voulons". Comme l'a fait observer un groupe de pays lors d'une conférence de presse organisée à la hâte après la séance plénière du petit matin, "C'est une course contre la montre. Nous pensons vraiment que 50.000 personnes sont réunies ici pour faire quelque chose qui changerait le monde."

"Nous avons reporté les décisions," a déclaré le délégué d'un pays. "Je ne pense pas que nous ayons là de quoi être vraiment fiers". Ceux qui voient dans le résultat obtenu la moitié pleine du verre ont souligné que les libellés portant sur les MMCE, le renforcement du PNUE et les ODD étaient désignés comme étant des processus à régler dans les années à venir. Des points de presse donnés par les grands groupes ont suivi tout de suite après, et ont rendu compte de la confusion prévalant dans certains milieux quant à la légitimité et à l'organisation du processus. Les femmes, les syndicats et d'autres ont déclaré être particulièrement déçus par la disparition de la référence aux "droits génésiques et sexuels" dans le texte.

Beaucoup, cependant, ont apprécié les difficultés auxquelles le pays hôte a fait face et leur réussite en fin de compte à rallier les délégués et à les regrouper autour d'un document contenant une multitude de sujets de polarisation, et ont reconnu que le résultat aurait pu être "pire". "Nous avons craint que ce document soit Rio 92 moins", a déclaré le représentant d'une partie prenante. "Ce que nous avons maintenant c'est le confinement," avec le développement durable "toujours au sommet de la hiérarchie" et l'économie verte faisant toujours partie de ce cadre global. Un délégué haut niveau a souligné: "Nous avons une feuille de route pour la gouvernance et le développement durable, c'est le moment de mettre en relief cette convergence pour les dirigeants, demain."